

## RÉDACTION

## BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

## PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse .....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale .....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 10 centimes.

## GAZETTE DE LAUSANNE

## ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

## ANNONCES

HAASENSTEIN &amp; VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bière, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

## PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 27 octobre 1891.

## BULLETIN POLITIQUE

La discussion générale du budget, toujours un peu académique et platonique, étant terminée, la Chambre française vient d'aborder le budget spécial des affaires étrangères et immédiatement le débat a pris un intérêt beaucoup plus vif.

Un député de la droite constitutionnelle, jadis bonapartiste, M. Jules Delafosse, a poussé hardiment son bistouri d'opposant sur l'un des points les plus sensibles et les plus douloureux de la situation extérieure de la France : les relations avec l'Italie. Les incidents du 2 octobre lui fournissaient une occasion tout indiquée.

L'orateur a reproché au ministère une déférence exagérée vis-à-vis du cabinet de Rome. L'intervention d'un ministre aux fêtes de Nice pour l'inauguration du monument de Garibaldi et le discours prononcé à cette occasion par M. Rouvier sont, à l'en croire, des avances auxquelles on n'a pas répondu. M. Delafosse a été plus loin :

Les ministres italiens, a-t-il dit, se sont abstenus d'imiter notre gouvernement et de se rendre aux fêtes de Nice, sans doute pour ne pas paraître donner une sorte de consécration nouvelle à la cession de Nice à la France. (Murmures à gauche.)

Il n'a pas été répondu à l'avance faite par notre gouvernement à l'Italie, ou plutôt le peuple italien y a répondu par les manifestations de Rome, qui ont constitué un véritable guet-apens.

L'orateur rappelle les faits : l'inscription relevée au Panthéon était : « Vive le pape ! » C'est là, dit-il au milieu des exclamations de la gauche, un cri permis à tout catholique.

On sait ce qui a suivi : la France insultée, notre drapeau traîné dans la boue.

Nos nationaux à l'étranger, qu'ils soient ou non des partisans du gouvernement, sont des Français. (Exclamations à gauche.) Le gouvernement leur devait protection. Il devait faire respecter notre drapeau. (Bruit.)

M. de Douville-Maillefeu. — Le drapeau, mais pas la bannière !

Et M. Delafosse s'indigne de la lettre du garde des sceaux aux évêques. C'était s'incliner devant les insulteurs.

La publicité donnée à cette lettre est une satisfaction accordée à l'Italie. Un des membres de l'épiscopat, justement indigné, a répondu en termes peut-être un peu crus. (Bruit à gauche.)

M. de Douville-Maillefeu. — En termes de voyou.

M. Delafosse. — En déferant le prêt à la police correctionnelle, on l'a soustrait à ses juges naturels qui étaient les jurés. (Exclamations à gauche.) En tout cas, une justice plus haute que celle des tribunaux, celle de la conscience nationale, dira qu'il ne fallait pas faire une circulaire italienne, si on ne voulait pas qu'un évêque répondît en français ! (Mouvements à droite, bruit à gauche.)

La péroraison de l'orateur sera extrêmement désagréable de l'autre côté des Alpes :

L'Italie nous reproche nos services. Elle s'est rappelée le cri de Mirabeau dans son épitre aux Baïaves : « Malheur aux peuples reconnaissants ! »

Elle s'est trompée dans l'orientation de sa politique. Elle est au rang avec ceux qui sont aujourd'hui les arbitres du présent et seront demain les maîtres de l'avenir.

L'Italie a plus d'orgueil que de titres. Elle est d'ailleurs la dupe de faux hommes d'Etat, qui exploitent ses rancunes et vont jusqu'à lui persuader que nous voulons restaurer le pouvoir temporel du pape, ce à quoi personne ne songe plus. (Mouvements divers.)

En tout cas, ce n'est pas par des flagorneries qu'on

s'assurera le respect de l'Italie. Quant à la sympathie, il faudrait qu'elle commençât par s'y prêter et qu'elle l'ait méritée.

Nous ne connaissons la réponse de M. Ribot que par une très courte analyse télégraphique. Il a dit en substance :

M. Delafosse a accusé le gouvernement d'avoir oublié ce qu'il doit à l'honneur et à la dignité nationale. Le gouvernement ne peut accepter un pareil reproche. En ce qui concerne la présence d'un membre du gouvernement à la fête de Nice, alors qu'il n'était pas sûr qu'il y rencontrerait un membre du gouvernement italien, l'étonnement de M. Delafosse est étrange. Il s'agissait d'une fête française dans une ville redevenue française, et qui le restera toujours. (Vifs applaudissements.) Il s'agissait de rendre hommage à un homme, qui, s'il a été l'honneur de l'Italie, était né Français. On s'en est souvenu. (Applaudissements.) Le ministre des finances a été chargé de représenter le gouvernement français, et il n'y a rien à regretter de ce qui a été fait.

Si aucun membre du gouvernement italien ne s'est rendu à Nice c'est parce que c'est la municipalité et non notre gouvernement qui adressait les invitations. Le gouvernement italien a déclaré qu'il avait accepté l'invitation, si elle eût pu émaner de notre gouvernement. M. di Rudini a, d'ailleurs, le soir même du discours du ministre des finances, remercié notre gouvernement de ce nouveau gage de l'amitié des deux pays.

M. Ribot arrive aux incidents de Rome. Il rappelle la liberté laissée aux pèlerins. Certes, les catholiques sont assurés de la protection de la France, quand ils se soumettent aux lois. L'agitation qui a suivi l'incident du 3 octobre a été hors de toute proportion avec cet incident. Le gouvernement italien l'a reconnu et a ajouté qu'il le déplorait.

Le ministre des cultes a fait ce qui était de son droit et de son devoir tant que le Concordat existait. L'observance romaine, le saint-père lui-même, ont reconnu la légitimité de sa circulaire.

Plus tard, répondant à une question du comte de Mun, M. Ribot a démenti qu'il ait chargé l'ambassadeur de France de remercier l'Italie pour la protection accordée aux pèlerins français.

On trouvera aux dépêches des détails sur d'autres questions touchées dans la séance d'hier. L'amendement pour la suppression de l'ambassade de France au Vatican, présenté par un député socialiste, M. Dumay, a été rejeté par 284 voix contre 210.

Il reviendra l'année prochaine et subira le même sort.

\*\*\*

L'hiver et le printemps derniers, l'Allemagne a été inondée de brochures politiques anonymes. L'une d'elles, qui portait le titre : « Quelle voie suivons-nous ? » fit sensation. Elle était signée par des « Borusses », ce qui indiquait qu'elle était l'œuvre collective de quelques Prussiens. Sortant du camp bismarckien, elle prenait passionnément à partie M. de Caprivi.

Les Borusses viennent de produire une nouvelle brochure sous ce titre : « Accepter ou refuser ? ». Elle est dirigée contre le traité de commerce avec l'Autriche. Est-il vrai, comme on l'affirme, que le prince de Bismarck l'a inspirée et que M. Lothar Bucher l'a écrite ? Nous n'en savons rien. En tout cas, cette brochure reproduit, en les développant, les articles des *Nouvelles de Hambourg*, et met en opposition la politique de M. de Caprivi avec celle de l'ex-chancelier.

La brochure parle ouvertement d'un retour du prince de Bismarck aux affaires. Non seulement, s'il faut l'en croire, cet événement est possible, mais il est devenu probable. « Sur un seul point, disent les Borusses, les événements ont donné tort aux prévisions que nous

faisions il y a un an, lorsque nous disions qu'il était impossible que Bismarck fût réintégré dans ses fonctions « dans des circonstances normales ». Les circonstances ne sont aujourd'hui rien moins que normales, et si, malgré cela, nous ne désespérons pas de voir réintégrer le prince de Bismarck dans les fonctions de chancelier de l'empire allemand, avant qu'il quitte ce bas monde, c'est moins encore à cause de l'attitude digne et loyale que le prince observe malgré tout ce qui pourrait le pousser à se montrer aigri, qu'à cause de la situation générale, qui devient de jour en jour plus menaçante. »

Quel fait a provoqué la retraite du prince de Bismarck ? Il a déconseillé le dernier voyage de l'empereur en Russie, et il voyait clair en le déconseillant. Si l'entente franco-russe existe aujourd'hui, c'est en première ligne ce voyage, ainsi que celui de l'impératrice Frédéric à Paris, qui en est cause, car les Russes ont pu s'imaginer que l'Allemagne, se sentant faible, éprouvait le besoin de se rapprocher d'eux.

Selon les Borusses, le prince de Bismarck voulait surtout user de l'alliance avec l'Autriche pour amener cette puissance à un arrangement avec la Russie au sujet des affaires d'Orient. De cette façon, l'ancienne alliance des trois empereurs aurait été restaurée, et la France eût été obligée de se réconcilier avec l'Allemagne ou de tomber au rang d'une puissance de second ordre.

Le prince de Bismarck avait bien pensé que les circonstances pourraient l'amener à quitter le pouvoir. Mais jamais il n'aurait pu supposer qu'en un an la politique qu'il avait suivie avec tant de succès serait bouleversée de la sorte. Après avoir fait au tsar des avances inconsidérées, l'Allemagne a pris à tâche de se solidariser avec tous les ennemis de la Russie. Elle a semblé garantir l'Autriche et l'Angleterre contre toute entreprise de celle-ci dans les Balkans et a ainsi poussé de plus en plus Alexandre III dans les bras de la France. L'entente de Cronstadt, même si elle n'est pas scellée par un traité en due forme, rend singulièrement compliquée la situation de l'Empire allemand.

Les Borusses sont très noirs : « Il est trop tard pour reculer, disent-ils. Il faut donc se résigner à la guerre prochaine, mais, dans l'intérêt de l'Allemagne, cette guerre doit éclater le plus tôt possible. Elle sera moins redoutable si elle trouve de nouveau le prince de Bismarck à la tête des affaires et M. de Caprivi commandant un corps d'armée, plutôt que M. de Caprivi rédigeant des notes diplomatiques tandis que le feld-maréchal de Bismarck serait chargé de la défense d'une côte allemande. »

La brochure examine ensuite le traité de commerce austro-allemand. « Le Reichstag, dit-elle, devra peser si l'alliance autrichienne vaut un si gros sacrifice. Quand cette assemblée aura rejeté le traité que le gouvernement se prépare à lui soumettre, on fera un autre traité qui ne sacrifiera pas les intérêts économiques les plus essentiels de l'Allemagne et qui épargnera à celle-ci l'indignité de voir sa situation dans la triple alliance compromise par un tribut économique... Le Reichstag ne doit pas entrer en matière avant d'être saisi de toutes les conventions conclues avec l'étranger, sans quoi il pourrait se faire que les vignerons aidassent à égorger les planteurs de blé dans le traité avec l'Autriche et qu'en retour ceux-ci se prêtassent à égorger les vignerons dans le traité avec l'Italie... Laisser faire serait de la forfaiture. »

S'il en est ainsi, le député de Geestemünde

ne peut laisser faire. Donc il va user de son mandat et parler. Les *Nouvelles de Hambourg* ne nous disent-elles pas d'ailleurs que les débats du Reichstag feront la lumière sur les causes de la démission de M. de Bismarck, qu'on y pourra produire les lettres échangées alors entre l'empereur et l'ex-chancelier ? Qui donc pourrait le faire, sinon celui-ci ?

Ce sont là divers symptômes qui permettent de croire à une rentrée en scène personnelle de l'illustre et irascible homme d'Etat, soulavant les questions les plus délicates et mettant sans ménagement les pieds dans les plats cuisinés depuis son départ par son auguste maître et le chancelier Caprivi. S'il en est réellement ainsi, ce ne sont pas les spectateurs désintéressés qui se plaindront, car les séances du Reichstag allemand pourraient devenir pour quelque temps du plus pur intérêt.

\*\*\*

Sur un point tout au moins, les pronostics des Borusses se confirment. L'empereur de Russie avait une occasion toute donnée de rendre à Guillaume II la visite que M. de Bismarck lui a déconseillée et que les *Nouvelles de Hambourg* ne cessent de déplorer. Il s'empresse de la laisser passer. Une dépêche de Copenhague nous fixe enfin sur un point longtemps contesté : le tsar ne passera pas par Berlin pour rentrer en Russie. Il doit quitter aujourd'hui même la capitale danoise à bord de l'*Etoile polaire*, en compagnie du roi et de la reine de Danemark, de la princesse de Galles et de ses filles, et arriver le 29 à Dantzig. Le train de cour russe attend les voyageurs à la station frontière de Wirballen. De là ils prendront la route de Moscou et de la Crimée, où le tsar et la tsarine doivent célébrer leurs noces d'argent. L'empereur Guillaume viendra-t-il jusqu'à Dantzig pour se rencontrer avec le tsar ? « Cela n'est pas probable, dans les circonstances données, » nous dit la *Kreuzzeitung*.

A Berlin, où la venue possible d'Alexandre III avait été si fort commentée par avance, l'itinéraire adopté par le souverain sera interprété d'une manière défavorable. Il est possible cependant qu'il soit dicté par des motifs d'ordre privé : le deuil récent de la famille impériale russe ou la maladie du grand-duc Georges, par exemple.

Mentionnons, pour être complet, une information de M. de Blowitz, d'après laquelle un haut personnage allemand a cherché à persuader au tsar, pendant son séjour à Copenhague, d'avoir une entrevue avec l'empereur d'Allemagne soit à Berlin, soit à Dantzig. La réponse aurait été que la sécurité du tsar rendait nécessaire le secret de son itinéraire et qu'il se réservait en conséquence le droit de prendre une décision spontanée au sujet de cette entrevue.

## La réforme électorale.

Le Grand Conseil de Neuchâtel s'est réuni hier pour discuter le projet de loi sur la réforme électorale. Il s'agit, comme on sait, de l'introduction du principe de la représentation proportionnelle.

Nous avons signalé, il y a quelques mois, le fort intéressant rapport par lequel le Conseil d'Etat a nanti de son projet de loi le Grand Conseil. Nous devons aujourd'hui signaler le rapport très bien fait de M. J. Berthoud, député, a rédigé au nom de la commission chargée d'étudier le projet de loi du gouvernement.

\*\*\*

tout ; et ce sang maintenant criait vengeance. Jamais il ne serait en paix, jusqu'à ce que justice fût faite. Alors, très minutieusement, il décrivit son arrivée au pays. En M. d'Ance, il n'avait vu d'abord que l'ancien camarade de son frère.

« C'était lui, ajouta-t-il, qui m'avait fait envoyer la dépêche ; lui seul, du reste, connaissait mon adresse. Dans sa jeunesse, il était venu plusieurs fois chez moi, avec mon frère, passer un jour de congé. Aussi, dès que je l'aperçus, j'allai à lui la main tendue. Il fit semblant de ne pas voir la main, et me salua comme il eût salué un inconnu. Il paraissait très préoccupé, très sombre, ennuyé surtout des questions qui lui furent posées. Ce malaise me frappa beaucoup. Un m'avait déjà dit que le baron d'Ance et mon frère avaient couronné la même jeune fille, et que les chances semblaient du côté de Georges plutôt que du côté de son rival. Mon frère, du reste, malgré une certaine rudesse, avait toujours en beaucoup de succès auprès des femmes ; il savait très bien adoucir sa voix et ses regards lorsqu'il était amoureux, et le contraste entre cette douceur subite et sa raideur habituelle avait quelque chose de très séduisant. J'ai eu l'impression, au moment où M. d'Ance m'a refusé sa main, qu'il n'était pas étranger à la mort de mon malheureux frère.

— Vous n'en avez rien dit, cependant, alors.

— Le pouvais-je, monsieur le président ? M. d'Ance, connu et estimé de tous dans le pays, semblait avoir une position inattaquable. Du reste, quelle preuve alléguer contre lui ? Aucune. Je me tus donc. Mais, plus je réfléchissais à cette triste affaire, plus j'étais convaincu que mon impression première n'avait pas menti. Georges, étranger dans cette région, ne pouvait y avoir d'ennemi ; s'il avait eu quelques discussions, comme cela lui arrivait du reste à peu près partout, il n'est pas admissible que ces discussions, ces légères

Constatons d'abord que les changements apportés au projet du gouvernement sont peu importants et que la commission, composée de quinze députés et dans laquelle tous les partis figurent est presque unanime dans ses conclusions. Les membres de la commission sont MM. F. Soguel, président ; Ed. Perrochet, vice-président ; Jean Berthoud, rapporteur ; Aug. Bonhôte, C.-A. Bonjour, Calame-Colin, Ed. Droz, Numa Dubois, L.-Eug. Ducommun, Favre-Barrelet, Ulma Grandjean, Arnold Grosjean, F.-A. Monnier, F. Porchat, J.-A. Robert.

Le rapporteur de la commission introduit d'abord la question par les considérations générales que voici :

Dans le cours de ses travaux, votre commission a pu se rendre compte que le mouvement qui s'est produit dans le canton en faveur d'une réforme électorale assurant aux partis une représentation proportionnelle à leur force numérique, n'a fait que s'accroître de plus en plus. Après avoir été longtemps l'objet des délibérations des sociétés réformatrices qui ont théoriquement élucidé la question de la représentation proportionnelle, cette question a pris tout d'un coup un caractère d'actualité très marqué, nous dirons même d'urgence, à la suite de nos dernières élections au Grand Conseil. Ces élections ont mis en relief, à la Chaux-de-Fonds, un vice très grave de notre loi électorale actuelle, soit du système de la moitié plus un. Si les trois partis qui se partagent cette grande localité s'étaient obstinés à présenter des listes exclusives, la Chaux-de-Fonds aurait vu arriver la fin de la législature sans parvenir à compléter sa députation. Il faut évidemment apporter un remède à cette situation, et ce remède ne peut être qu'une loi assurant à chaque parti une représentation en rapport avec son importance. Sortir de cette situation au moyen de l'expédient consistant à admettre, au second tour de scrutin, l'élection à la majorité relative, ne serait qu'aggraver le mal au lieu de l'atténuer. Avec une semblable loi, un parti comprenant un peu plus des tiers des électeurs, pourrait au second tour de scrutin, avoir toute la députation. Or, si une notable partie de notre population proteste contre le système qui donne tout à la moitié plus un et rien à la moitié moins un, que dirait-elle d'une disposition qui donnerait tout à un tiers un peu fort du corps électoral et rien aux deux autres tiers un peu faibles, mais disposant ensemble d'une grande majorité ? On n'arriverait par ce moyen qu'à aggraver encore les effets du système actuel. Il ne faut donc pas songer un instant à recourir à un pareil expédient.

La situation électorale par notre loi électorale actuelle s'est encore aggravée par le fait qu'au Locle les Grutlens se sont alliés, comme troisième parti, depuis les élections générales. Et si, jusqu'à présent, la ville de Neuchâtel ne connaît encore que deux partis, on ne peut pas affirmer qu'il en sera toujours ainsi.

Il résulte donc de la situation électorale de notre canton, telle que l'a faite notre loi actuelle, que des coalitions dans les collèges du Locle et de la Chaux-de-Fonds pourraient, au moyen d'un appoint dans d'autres collèges, disposer de la majorité du Grand Conseil, alors même que dans l'ensemble du pays le parti radical serait encore en majorité. Il est ainsi démontré que le système de la moitié plus un peut conduire à ce résultat anti-démocratique et impossible avec un système de représentation proportionnelle : la minorité des électeurs du canton disposant de la majorité au Grand Conseil.

Tandis que dans notre canton le besoin d'une réforme électorale assurant aux partis une représentation proportionnelle à leur importance numérique se faisait de plus en plus vivement sentir, ce mode d'élection était introduit, sur la recommandation du Conseil fédéral, dans le canton du Tessin. Après avoir cherché vainement à rétablir la concorde entre nos trop bouillants Confédérés de langue italienne par d'autres moyens, le gouvernement de la Confédération a trouvé dans la représentation proportionnelle l'unique remède à la situation troublée du Tessin, et a ainsi mis en lumière la vérité de ce principe démocratique et préparé de la manière la plus efficace son

\*\*\*

querelles, eussent excité une haine implacable. Que M. d'Ance eût été amoureux et passionnément amoureux, tout le monde est d'accord sur ce point ; c'était l'amour d'un homme de cabinet, d'un homme n'ayant pas eu de jeunesse véritable, une explosion subite, d'une violence touchant à la folie. Dès qu'il s'est trouvé seul à faire la cour à Mlle Levasseur, délivré d'un rival redoutable et redouté, son humeur sombre a subitement changé. Sa joie ne se cachait pas, ne pouvait se cacher. Il était si triomphant même, que le contraste avec son humeur passée frappait tout le monde. Lorsque la nouvelle de son arrestation me parvint, il me semblait que cette arrestation, je l'attendais depuis le jour où je l'avais vu debout auprès du cadavre de mon frère.

La déposition du valet de chambre, Isidore Benoit, vint ensuite. Décidément on commençait enfin à s'amuser. Le nommé Isidore ne prévenait pas en sa faveur. Le front était bas, la bouche bestiale. Il semblait, du reste, tout fier de l'importance que lui donnait cette affaire. Il avait soigné sa toilette ; ses cheveux étaient fortement pommadés, son linge irréprochable. Il surveillait aussi son langage, ne se permettait que des expressions choisies, au commencement surtout de l'interrogatoire. Ensuite, il s'observa moins, s'en fut écouté avec recueillement par toute cette brillante assemblée. Lorsqu'il s'agit de la partie de campagne, le président lui dit :

— Vous prétendez avoir entendu une querelle violente entre l'accusé et la victime ?

— Oui, monsieur le président. J'allais, avec quelques camarades, chercher les paniers du déjeuner ; mais, à ce moment-là, j'étais seul. Comme j'entendais mal, je me suis approché.

— Vous avez sans doute l'habitude d'écouter aux portes ?

— Aux portes, non, car on se fait prendre. Mais,

## FEUILLETON DE LA GAZETTE

## CHARGE D'ÂME

par M<sup>me</sup> JEANNE MAIRET

— Personne, à ce que je pense, monsieur le président. La disposition de la villa est connue, puisque, au moment de mon arrestation, elle a été examinée en détail. La fenêtre de mon cabinet de travail est à une si petite distance du sol que, par une habitude d'enfance, je sautais dans le jardin plutôt que de traverser la maison pour prendre la porte. Il est rare que les domestiques ou le jardinier se trouvent de ce côté, qui n'est qu'une pente gazonnée plantée de quelques arbres ! De là on gagne les bois en quelques minutes.

— D'après votre système de défense, ce serait par cette fenêtre que le prétendu malfaiteur se serait introduit et vous auriez dérobé votre revolver ?

— Cela me semble probable.

— Et, pendant près de deux mois, vous n'auriez pas songé à ouvrir l'étui où vous gardiez cette arme, à le soulever même, et à vous apercevoir ainsi que cet étui n'était vide ?

— Je n'y ai pas songé, monsieur le président. C'est ma mère qui avait placé ce revolver à ma portée ; je trouvais la précaution inutile, car notre pays est très paisible.

— Le jour du crime, vous étiez attendu chez des amis ?

— Oui, monsieur le président.

— Cependant, quoique Mlle Levasseur, à qui vous songez déjà, dut se trouver chez ces amis, vous ne vous y êtes pas montré. Pourquoi ?

— Je vous l'ai dit, monsieur le président, je n'é-



triomphé dans d'autres cantons. Car, si le principe de la représentation proportionnelle a pu trouver son application et rendre des services dans un pays où les passions politiques sont aussi vives et les partis aussi tranchés que le Tessin, combien sera-t-il facile de le faire pénétrer dans la législation électorale d'un canton calme comme le nôtre, où les partis prétendent tous être plus progressistes les uns que les autres. Aussi ne pouvons-nous que nous associer, en les reproduisant, à ces considérations si vraies par lesquelles le Conseil d'Etat a terminé la première partie de son rapport :

« Nous sommes dans une atmosphère politique assez sereine, dans des conditions de temps et de milieu assez favorables pour aborder l'examen de ce problème qui est aujourd'hui universellement posé, et pour le résoudre avec calme, avec maturité, sans préoccupation étrangère au débat, et en nous laissant guider uniquement par l'intérêt de notre patrie neuchâteloise et de ses institutions républicaines. »

La commission est d'accord avec le Conseil d'Etat pour introduire le registre et la carte civiques, mais elle n'admet pas le vote obligatoire et fait remarquer avec raison, sur ce point, que le nouveau mode électoral assurant à chaque parti sa part de représentation proportionnelle, la carte civique et les autres dispositions facilitant aux électeurs l'exercice du droit de vote, constituent un ensemble de mesures qui suffiront à remettre le scrutin en faveur. « Si, contre notre attente, ces mesures devaient être reconnues insuffisantes, dit-elle, il sera encore temps, cette constatation faite, d'introduire le vote obligatoire dans nos institutions électorales. »

Quant au système de répartition des suffrages ou de dépouillement du scrutin, il est très simple et pratique ; c'est celui de la concurrence des listes.

Les partis peuvent présenter des listes complètes ou incomplètes, mais ces dernières devront porter au moins un nombre de candidats égal à la moitié du nombre des députés à élire. Cela afin d'éviter l'émiettement des partis et des groupes. Mais afin de conserver à tous les citoyens le même droit et la même puissance électorale, la loi autorise l'électeur qui vote pour une liste incomplète à attribuer les suffrages qui lui restent à tel ou tel parti ou groupe. « Dans ce cas, dit la loi, la volonté de l'électeur doit se marquer par la mention, écrite ou imprimée, portée sur la liste incomplète, après les noms des candidats, que les suffrages restants sont attribués à la liste X. » Les partis qui présenteront des listes incomplètes ne manqueront évidemment jamais de faire imprimer cette mention sur les bulletins qu'ils distribueront. Elle a pour effet de rendre le vote cumulatif inutile, tout en ne plaçant pas les listes incomplètes dans une condition d'infériorité. Cela s'appelle le « suffrage de liste ».

Lorsque la répartition des élus proportionnellement au chiffre des suffrages obtenus par chaque liste laisse des sièges vacants, à qui ces sièges doivent-ils être attribués ? Aux groupes qui ont les plus fortes fractions, disait le Conseil d'Etat. Au parti qui a le plus fort chiffre électoral, dit la commission, c'est-à-dire à la majorité. Cette solution a le grand avantage de couper court aux combinaisons artificielles que les partis pourraient être tentés de faire en vue d'obtenir le bénéfice de la plus forte fraction, comme cela s'est pratiqué dans le Tessin. Il paraît d'ailleurs équitable d'attribuer le complément de la députation au parti le plus nombreux plutôt qu'à celui qui se trouve avoir la plus forte fraction.

Lorsque, dans le cours d'une législature, il se produit une vacance, le siège devenu vacant est attribué de droit au groupe auquel appartenait le député à remplacer. On suppose ainsi les élections complémentaires, généralement peu fréquentées et qui peuvent avoir pour effet de modifier la proportion des partis dans l'assemblée représentative, bien qu'elle soit restée la même dans le corps électoral. L'innovation proposée par le Conseil d'Etat et appuyée par la commission aura donc pour effet de maintenir dans l'assemblée représentative la proportion des partis telle qu'elle a été constatée lors de l'élection générale.

Les adversaires de la réforme électorale objectent surtout l'émiettement des partis qui en sera, disent-ils, la conséquence. Le projet de loi a déjà paré à cette objection en n'admettant pas les listes qui porteraient moins de candidats que la moitié des députés à élire. Il va plus loin encore. Voici ce que dit à ce sujet M. Berthoud :

je l'avoue, je suis curieux. Puis, je tenais beaucoup à être bien renseigné.

— Comment cela ?

— Dame ! monsieur le président, à la campagne, il y a peu de distraction, et dans les offices, on causait beaucoup des affaires de la Côte-Bossée. Chacun avait son candidat : le mien était le capitaine. D'abord Mlle Levasseur l'encourageait beaucoup. Ensuite...

— Eh bien ! ensuite ?

— Ensuite, monsieur le président, les gens bien informés du pays disaient que c'était la sœur aînée que M. le baron d'Anceel devait épouser et non la cadette. Enfin, toute cette affaire m'amusa, et je tenais beaucoup à m'en informer. Je ne suis arrivé qu'à la fin de la querelle, mais j'affirme que j'ai entendu des menaces de mort.

— De la part de M. d'Anceel ?

— Ces messieurs étaient tous deux très montés ; ils parlaient ensemble, s'écouant à peine. Enfin, M. le capitaine est parti en courant ; j'ai eu tout juste le temps de me cacher derrière un arbre...

— C'est à la suite de vos bavardages, après le crime, que vous avez été congédié ? Vous disiez, sans preuve à ce moment-là, à qui vous voulez entendre, que le coupable n'était autre que M. d'Anceel.

— J'en étais certain... Quant à mon renvoi, madame était une étrangère, et j'en avais assez d'une maison en servant à table, je ne comprenais pas un mot de ce qu'il se disait. J'allais la quitter quand elle m'a donné mes huit jours. J'ai tout de suite trouvé à me placer. Avant une semaine, tout le pays était aussi sûr que moi que c'était le baron qui avait fait le coup.

— C'est à vous que le paysan qui a trouvé le re-

Les adversaires de la réforme électorale aiment à présenter comme leur plus solide argument l'émiettement des partis qui, d'après eux, en sera la conséquence. Tout d'abord nous devons constater que l'émiettement des partis peut se produire sous n'importe quel régime électoral. Ce n'est pas la loi électorale, bonne ou mauvaise, qui désagrège les partis. Quand ce fait se produit, ce sont les partis qui en sont eux-mêmes la cause par les fautes qu'ils ont commises. Les partis se composent toujours de groupes divers ; ils ont tous leur aile gauche, leur aile droite et leur centre, et lorsqu'ils ne sont pas assez sages pour faire la part des éléments différents dont ils se composent, ils s'émiettent. Le groupe sacrifié se retire du combat ou va combattre sous un autre drapeau.

Mais, pour enlever toute crainte à ceux qui croient que l'émiettement des partis résultera de la réforme électorale, nous avons introduit une disposition disant qu'aucun candidat n'est élu « s'il n'a réuni un nombre de suffrages égal au quinze pour cent au moins des bulletins de vote reconnus valables. »

Cette garantie nous paraît de nature à écarter toute crainte d'émiettement des partis et nous sommes persuadés que la majorité de nos concitoyens l'accueilleront favorablement.

Le projet de loi paraît aussi à la manœuvre des noms communs :

Il est certain, dit le rapport, que dans la pratique les candidats communs à plusieurs listes seront très rares. Lorsqu'un parti offrira une candidature à un homme dont l'opinion politique ne sera pas bien nette, il ne manquera pas de lui demander d'opter en sa faveur. Aussi cette question est-elle loin de nous paraître importante. Toutefois nous l'avons examinée sous toutes ses faces, et nous nous sommes arrêtés à une solution qui empêchera toujours une minorité d'augmenter le nombre des suffrages de sa liste au moyen de ceux obtenus par le candidat commun. D'abord nous avons réservé à celui-ci le droit de l'option qui, pour être valable, doit être rendue publique avant que l'élection ait commencé ; puis, à défaut d'option, tous les suffrages réunis sur une candidature commune seront attribués à la liste qui possède, parmi les listes portant cette candidature, le plus fort chiffre électoral. Ainsi une minorité qui chercherait à augmenter son chiffre électoral en s'appropriant un candidat de nuance incertaine, porté sur une autre liste, verrait sa manœuvre échouer et tourner contre elle.

Dans ces conditions, l'électeur votera exactement comme aujourd'hui et avec la même liberté, à cette seule différence près qu'il lui sera loisible s'il vote pour une liste incomplète, d'attribuer à son parti ou à un autre les suffrages restants, en en faisant la mention sur son bulletin. Il pourra rayer un ou plusieurs noms de la liste de son parti, sans que celui-ci ait à en souffrir si le bulletin porte la mention que les suffrages restants doivent être attribués à la liste. Et si même il se trouve un électeur assez original pour attribuer les suffrages restants à d'autres listes, rien ne lui défend. C'est assez dire que le projet permet à l'électeur d'utiliser son bulletin de vote comme il l'entend.

Passons au dépouillement du scrutin. Les bureaux de dépouillement auront à faire le même travail qu'ils ont fait jusqu'à ce jour, sauf qu'ils auront à remplir, dans leurs procès-verbaux, une rubrique destinée aux « suffrages de listes. » Le travail des bureaux de dépouillement terminé, leurs procès-verbaux prendront le chemin de la préfecture, où ils seront soumis à une commission électorale, composée du préfet, du président du tribunal et du juge de paix du chef-lieu du district, laquelle dressera un procès-verbal de répartition proportionnelle.

Les opérations de la commission électorale, dit le rapport, ne seront pas compliquées. Tant l'électeur connaissant la loi pourra les contrôler de son côté s'il est renseigné sur les résultats de l'élection dans son collège.

Voici en quoi ces opérations consisteront : La commission commencera par constater le nombre total des suffrages que chaque liste a obtenus et déterminera ainsi le chiffre électoral de la liste. Cela fait, elle éliminera de la répartition toute liste dont aucun candidat n'atteindrait le 15 0/0 des votants et assignera leur place aux candidats communs, d'après les règles fixées plus haut.

Après quoi la commission divisera le chiffre des suffrages valablement exprimés par le nombre des députés à élire, et obtiendra un quotient qui servira à son tour à diviser le chiffre électoral de chaque liste, et à établir le nombre de députés qui doivent leur être attribués.

Il y aura presque toujours des fractions, et le complément de la députation sera donné à la liste qui a le plus fort chiffre électoral, c'est-à-dire à la majorité.

Et toute l'opération sera faite. Mais la loi voulant renseigner l'électeur sur tous les points, lui fournit encore un second moyen de faire la répartition. En sorte que la commission et

volver l'a apporté ?

— Oui, monsieur le président, il ne l'a lâché que lorsque je lui ai donné dix francs. Je n'ai pas regretté mon argent. J'ai tout de suite, en froissant, trouvé les initiales R. A., et j'ai porté le revolver à M. le procureur de la République. Mon idée, c'était de faire arrêter le marié par deux gendarmes avant la cérémonie. Mais il y a eu des regards. Puis M. le procureur, qui connaissait de réputation les deux familles, a voulu éviter le scandale autant que possible. Il est allé lui-même au château, où, à ce que l'on m'a dit, il avait été pris d'abord pour un invité...

Après la déposition du témoin Benoît, l'intérêt languit. Du reste l'affaire devait être menée rapidement, les témoins n'étaient pas nombreux et n'ayant rien de nouveau à dire.

Les témoins à décharge allaient bientôt être appelés : ceux-ci étaient surtout les voisins et amis de campagne, des gens de bonne éducation qui avaient, dès les premiers jours, pris fait et cause pour Robert.

Il y eut comme un frémissement, suivi d'un silence de mort, lorsque le président dit :

— Faites appeler Mlle Levasseur.

Cela, c'était vraiment intéressant. On entraînait dans le cœur de la question. La fatigue lui oubliait, on ne songeait à regarder de tous ses yeux, à écouter de toutes ses oreilles.

Depuis deux heures déjà, Marthe attendait. En arrivant au Palais de Justice, où la foule se pressait, elle apprécia ce que son vieil ami le marquis avait obtenu pour elle. Dans l'état d'enivrement où elle se trouvait, il lui eût été horriblement douloureux de se sentir un objet de curiosité, ou même de pitié. Elle avait pourtant dormi un peu cette nuit-là, à bout de forces, presque contente aussi d'en finir, d'être dé-

tout électeur pourra, en utilisant ce second moyen, avoir la preuve que l'opération faite d'après les règles que nous venons de tracer est juste.

« La répartition peut encore se faire, dit l'article 60, en multipliant le chiffre électoral de chaque liste par le nombre des députés à élire et en divisant le produit par le chiffre total des suffrages valablement exprimés. »

Vraiment, pour prétendre que cela est compliqué, il faut ne rien avoir appris à l'école primaire.

Ajoutons encore, pour ce qui concerne les collèges d'un député, que l'élé sera celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix, c'est-à-dire celui dont la liste (chaque candidat formant une liste à lui seul) aura le plus fort chiffre électoral, à la condition toutefois qu'il atteigne le 15 0/0 des votants.

Et voilà ! Comme le dit fort bien M. Berthoud, pour prétendre que cela est compliqué, il faut n'avoir rien appris à l'école primaire.

En terminant, la commission constate que les grands partis politiques neuchâtelois ont tous apporté leur pierre à l'édifice de la réforme électorale :

Les premiers qui, dans notre canton, ont parlé de représentation proportionnelle sont deux radicaux neuchâtelois, MM. Philippin et Oehl, et deux publicistes, radicaux aussi, qui ont habité plusieurs années la ville de Neuchâtel, MM. Versigny et Cantagrel.

Plus tard, c'est un conservateur, M. Henri Jacotet, qui a relevé le drapeau de la réforme électorale, entraînant avec lui son parti presque unanime.

Au même moment le parti de la démocratie sociale, dont presque tous les adhérents sont entrés plus tard dans le parti radical, publiait à la Chaux-de-Fonds un programme dans lequel il inscrivait le principe de la représentation proportionnelle.

Enfin, le plus jeune des partis représentés dans cette assemblée, dont les principaux journaux, le *Grütli* et le *Grütli* ont été publiés de nombreux et remarquables articles sur la réforme électorale, lui est favorable dans sa grande majorité.

Et si aujourd'hui, comme autrefois, le parti qui est au pouvoir est le moins zélé pour la cause de la représentation proportionnelle, on ne saurait lui en faire un reproche ; car il est dans l'ordre naturel des choses qu'une majorité parlementaire ne trouve pas mauvaise une loi à laquelle elle doit son existence. Mais tout nous fait croire que le parti radical, fidèle à son drapeau, ne voudra pas faire obstacle à la réalisation d'un progrès, à l'application d'un principe dont on ne conteste plus aujourd'hui la vérité. Il nous est donc permis d'espérer que le principe de la représentation proportionnelle sera consacré dans notre législation électorale par l'accord de tous les partis, et que nous les verrons marcher ensemble à cette nouvelle conquête de la démocratie.

Nous ne pouvons que louer l'excellent esprit qui a animé le rédacteur de ce rapport, aussi remarquable par la clarté de l'exposition que par l'élevation de la pensée. Souhaitons que le Grand Conseil du canton de Neuchâtel lui fasse un accueil favorable et prenne des décisions qui fassent honneur au peuple si intelligent qu'il représente.

Neuchâtel, 26 octobre.

M. Berthoud, député, a présenté au Grand Conseil le rapport de la commission sur la réforme électorale. M. Grisel, député, a développé les motifs pour lesquels il n'a pu signer le rapport.

Puis on a abordé la discussion des articles qui ont été menés jusqu'à celui du vote obligatoire, proposé par le Conseil d'Etat, mais écarté par la commission.

La votation sur ce point important a été ajournée à demain. Il est certain que le vote obligatoire est aussi contraire à nos mœurs que la réforme électorale est désirée.

## NOUVELLES POLITIQUES

— On annonce de Paris la mort de M. Hippolyte Maze, sénateur opportuniste de Seine-et-Oise, ancien préfet de la Défense nationale, ancien député. Il n'avait que cinquante-deux ans. Professeur d'histoire, il avait publié une série d'ouvrages d'histoire, d'économie politique et de droit public. C'était un des membres les plus en vue du parlement.

— M. W.-L. Jackson vient d'être nommé secrétaire en chef du lord lieutenant d'Irlande, en remplacement de M. A.-J. Balfour, qui a succédé au défunt M. Smith, dans le poste de premier lord de la trésorerie.

— Dimanche, par une pluie battante, a eu lieu à Turin l'inauguration d'un monument élevé au général Alphonse La Marmora, commandant de l'expédition sarde en Crimée, puis ministre de la guerre, en présence du roi, du prince de Naples, du comte de Turin, du duc de Gênes, de la princesse Letitia, des ministres Ferraris et Pelloux, du sous-secrétaire d'Etat Butti, de sénateurs, de députés, de généraux, de nombreuses autorités et associations militaires et ouvrières.

vrée du cauchemar qui la hantait, comme le blessé en arrive à désirer le chirurgien en se disant qu'une fois l'opération faite on le laisserait en paix...

Cependant, malgré tout, elle croyait à ce miracle attendu depuis si longtemps ; elle se persuadait qu'au dernier moment le coupable viendrait de lui-même crier : « Cet homme est innocent. » Que de fois son imagination n'avait-elle déjà évoqué la scène... Elle voyait alors Robert libre, fier et heureux ; elle-même irait s'enfermer dans sa solitude, emportant son secret avec elle. Tout serait bien. Jamais Robert ne saurait qu'elle l'avait aimé de passion ; jamais Edmée ne se douterait de quel prix son bonheur, à elle, avait été acheté. La pudeur de son âme, cette pudeur sacrée, serait respectée. L'horrible sacrifice ne serait pas exigé.

Elle, dans la solitude de la petite pièce où elle se trouvait, elle retenait son souffle pour mieux entendre. Parfois, un murmure confus lui arrivait de la salle d'audience, dont ce cabinet était tout proche. Elle savait bien que, si la scène évoquée par son pauvre cerveau fatigué se produisait en effet, ce murmure serait transformé en acclamations, que nul régleme ne saurait empêcher d'éclater. Alors, elle comprendrait. Quelle joie ce serait pourtant...

Mais le temps passait et son espoir si fou tombait, s'évanouissait. Elle souffrait beaucoup maintenant ; elle se demandait si ses forces suffiraient à la soutenir jusqu'au bout. Il lui fallait bien puiser, maintenant, elle seule pouvait sauver Robert. Il serait sauvé. Il sortirait la tête haute de cet endroit où il était en ce moment assis comme un vulgaire criminel. Au moment même de son angoisse, Marthe eut un moment de joie céleste en songeant que c'était de sa main à elle, de cette main dont il n'avait pas voulu, qu'il allait recevoir la liberté, le bonheur de toute sa vie.

## Toujours l'affaire de Rome.

Paris, 26 octobre.

Mieux inspiré que l'archevêque d'Aix Mgr Bernardou, évêque de Sens, a écrit au garde des sceaux :

Je n'hésite pas un seul instant à blâmer l'étourderie et la légèreté coupable des jeunes gens français qui ont fourni un prétexte à l'explosion de sentiments haineux ; je proteste aussi énergiquement contre les insultes actuellement prodiguées à la papauté, à l'Eglise et à la France.

C'est, sans doute, monsieur le ministre, sous l'impression de sentiments identiques que vous avez écrit votre circulaire à l'épiscopat français. Profondément froissé à la vue de ce qui se passe à Rome et dans l'Italie entière, vous avez voulu, dans votre sagesse et votre prudence, enlever tout prétexte à ces manifestations discordeuses.

Peut-être auriez-vous pu, c'est le vœu que je forme avec tout le respect dû au représentant de l'autorité gouvernementale, faire ressortir davantage que vous obéissiez en écrivant, à ces sentiments de prudence et de patriotisme blessé, et c'est sans doute cette absence d'explications plus catégoriques, soulignée encore par la sécheresse d'une circulaire administrative, qui a laissé le champ libre à de malignes interprétations.

Ce serait vous calomnier, monsieur le ministre, que de croire, comme certains l'ont fait, que vous profitez de cet incident tout politique pour ouvrir de nouveau l'ère des luttes religieuses aux heures précisément où le clergé protestait solennellement par ses organes les plus autorisés de son absolu dévouement à la France et à son gouvernement.

Vous n'avez nullement songé à froisser l'épiscopat français dans sa dignité et sa conscience, pas plus que votre volonté n'a été d'interdire aux évêques les visites ad limina. Vous avez simplement cherché à protester indirectement contre l'intolérance d'un peuple malveillant et à nous mettre en garde contre des imprudences qui pourraient gêner en Europe les efforts de la diplomatie française.

Vous avez eu raison de compter sur le patriotisme de l'épiscopat français. Soyez sûr, monsieur le ministre, qu'il ne faillira pas et que nous saurons, dans les circonstances présentes, répondre à votre confiance en suspendant pour un temps nos pèlerinages vers la ville sainte.

## INFORMATIONS DIVERSES

— En faisant de nouveau raser sa barbe, l'empereur allemand a mis fin à un curieux procès :

Un commissionnaire en marchandises refusait, en effet, de prendre livraison de 2300 bustes du souverain, parce que celui-ci y était représenté sans barbe.

Grâce au coup de rasoir donné sur les joues de Guillaume, l'affaire est aujourd'hui arrangée et le commissionnaire a accepté son stock de bustes.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

**Militaire.** — M. le colonel divisionnaire Kunzli écrit aux *Basler Nachrichten* qu'il n'a pas acheté d'immeuble au Tessin pour y créer un établissement industriel et que par conséquent ce n'est pas pour ce motif qu'il a résigné son commandement.

« J'ai tout simplement donné ma démission, écrit M. Kunzli, parce que j'ai soixante ans et dix ans de service comme divisionnaire et parce que j'ai trouvé que c'était le moment de laisser la place à un plus jeune. Conformément aux ordonnances j'ai démissionné en février pour la fin de l'an, mais trois autres commandements de divisions étant dès lors devenus vacants, j'ai demandé qu'on voulût bien anticiper de deux mois mon remplacement. »

**Reformes pénitentiaires.** — Nous avons déjà dit quelques mots de la réunion de la Société suisse pour la réforme pénitentiaire et de l'Association internationale des sociétés suisses de patronage des délinquants libérés, qui se sont réunies à Bâle les 12 et 13 octobre. Voici les résolutions votées par la Société suisse pour la réforme pénitentiaire :

1<sup>o</sup> La Société renouvelle son vœu que le droit pénal suisse soit unifié aussitôt que possible.

2<sup>o</sup> Elle est persuadée qu'en même temps que cette unification, une réforme des prisons devra être introduite par la Confédération ou avec l'aide de la Confédération, spécialement par l'institution et le fonctionnement d'asiles pour les malfaiteurs en bas âge, ainsi que par l'installation de pénitenciers pour différentes catégories de condamnés pour faits graves.

3<sup>o</sup> La Société prend la liberté de communiquer ces résolutions au Conseil fédéral en lui adressant en même temps un rapport sur les débats.

Dans la réunion de l'Association intercantonale des sociétés suisses de patronage, il a été exprimé des vœux en faveur de la création d'asiles spéciaux pour alcooliques et de l'interdiction de l'usage du vin aux prisonniers (sauf les cas médicaux). Rapporteurs : Dr Forel, de Zurich, et David, de Bâle. La première de ces propositions, qui demande une législation spéciale, sera étudiée par les sociétés suisses qui auront à rapporter ultérieurement.

Lorsque l'huissier vint la chercher, elle était déjà debout. Elle était prête.

Cependant, en voyant confusément ces juges, cette foule pressée, elle eut un moment instinctif de recul. C'était sans doute ainsi que les vierges chrétiennes aux temps de persécution, se voyant subitement dans l'arène, le point de mire des milliers de spectateurs accourus pour les voir suppliciées, durent faiblir un instant, un instant seulement. Presque de suite, Marthe regarda Robert. En le voyant changé, maigre et pâle, elle fut envahie d'une compassion telle qu'elle en fut comme transfigurée. Il avait souffert. Bienôt, grâce à elle, il ne souffrirait plus.

Ce fut machinalement qu'elle répondit aux questions d'usage. Elle défilait pourtant influencée de respect et de pitié dans la voix et dans les façons du président. Cela lui donna courage, et bientôt elle répondit plus distinctement, plus franchement.

— Soyez assurée, mademoiselle, que cette épreuve, à laquelle il n'a pas été possible de vous soustraire, durera peu.

— Je suis toute à vos ordres, monsieur le président.

Un des grands charmes de Marthe était sa voix, singulièrement pure et douce ; même lorsqu'elle parlait bas, on l'entendait très bien. On sentait aussi que chaque mot prononcé par elle ne pouvait être qu'un mot absolument vrai et sincère. Puis son extrême pâleur, son air de souffrance, excitaient la compassion de tous. Elle répondait très simplement, sans un geste, les mains dans son manchon, les yeux fixés sur le président.

— Vous connaissez l'accusé depuis de longues années, je crois ?

— Depuis votre enfance à tous deux. Sa mère et la mienne s'aimaient beaucoup.

— Dans sa jeunesse, était-il violent, rancunier ?

Quant à l'interdiction du vin, il a été décidé de la recommander.

Le siège du comité central a été transféré à Lausanne, sous la présidence de M. Bauty, amonieur du pénitencier.

**Achat du Central.** — La décision de l'*Eidg. Verein* de refuser l'achat du Central a été prise sur un rapport de M. Spöndlin, de Zurich, parlant au nom du Comité central. M. Bernoulli et M. le colonel Merian, de Bâle, ont tous deux appuyé les conclusions du rapporteur. La décision a été unanime.

Le comité central de la Société a été composé de MM. Spöndlin et A. Pestalozzi (Zurich), Studer et de Tavel (Berne), professeurs Heusler et Vischer (Bâle), et G. de Montmolin (Neuchâtel). Le siège du comité passe de Bâle à Zurich.

## Le budget de la Confédération.

Berne, 26 octobre.

Dans sa séance du 24 octobre, le Conseil fédéral a arrêté comme suit les chiffres du projet de budget pour 1892 :

RECETTES	
I. Revenu des immeubles et des capitaux.	
A. Immeubles . . . . .	fr. 349,876
B. Capitaux . . . . .	1,296,919
II. Administration générale.	
A. Chancellerie fédérale . . . . .	fr. 22,700
B. Tribunal fédéral . . . . .	8,000
III. Départements.	
A. Affaires étrangères . . . . .	2,900,000
B. Intérieur . . . . .	700
C. Justice et Police . . . . .	3,148,427
D. Militaire . . . . .	32,809,560
E. Finances et Péages . . . . .	168,700
F. Postes et Chemins de fer . . . . .	31,012,100
IV. Imprévu . . . . .	4,018

Total des Recettes, fr. 69,050,000

DÉPENSES	
I. Service des emprunts . . . . .	fr. 2,652,070
II. Administration générale.	
A. Conseil national . . . . .	231,000
B. Conseil des Etats . . . . .	21,400
C. Conseil fédéral . . . . .	85,500
D. Chancellerie fédérale . . . . .	338,600
E. Tribunal fédéral . . . . .	160,100
III. Départements.	
A. Affaires étrangères . . . . .	397,000
B. Intérieur . . . . .	7,250,369
C. Justice et Police . . . . .	165,600
D. Militaire . . . . .	33,379,931
E. Finances et Péages . . . . .	5,512,100
F. Industrie et Agriculture . . . . .	1,574,353
G. Postes et Chemins de fer . . . . .	29,653,100
IV. Imprévu . . . . .	25,827

Total des Dépenses, fr. 82,282,000

BILAN

Dépenses . . . . . fr. 82,282,000

Recettes . . . . . 69,050,000

Excédent des Dépenses, fr. 13,232,000

Il est à remarquer que dans les dépenses figurent, comme rubriques extraordinaires, les chiffres suivants : Nouveau fusil, fr. 6,333,000 ; Munition des contingents, fr. 3,600,000 ; Fortifications du Gothard, fr. 2,000,000 ; soit un total de fr. 12,133,000 à payer sur le montant du dernier emprunt fédéral.

## Incendie de Meiringen.

Brienz, 26 octobre.

L'incendie qui a détruit Meiringen a commencé à sept heures et demie suivant les uns, à huit heures et demie suivant les autres, à Sten, groupe de maisons qui termine Meiringen et qui en est séparé cependant par une certaine distance et un ruisseau.

On croit qu'il a pris dans un chalet appartenant à une veuve Brugger et situé près de la brasserie, et a été causé par un tuyau de poêle traversant une paroi en bois.

La défense s'est montrée impuissante. Le vent, qui venait de la Scheidegg et soufflait dans la direction du Brünig, était si violent que la moitié d'un moulin a été enlevée et projetée au loin. Le feu s'est étendu dans la direction exacte du vent, qui était malheureusement celle de la plus grande partie du village, laissant de côté quelques maisons, mais attaquant la grande masse qui est à gauche de la route.

A onze heures, le village n'existait plus. L'aspect des ruines est étrange et navrant ; les maisons étaient construites presque toutes en bois avec fondations de pierres ; les fondations seules subsistent. On dirait un village de huttes très basses, sans toit. Tout ce qui pouvait brûler dans chaque maison a brûlé. Lorsqu'on se penche à l'intérieur des ruines, on ne voit que pierres et ferrailles. On n'a pu sauver qu'une faible partie du mobilier.

Ce matin, presque tous les habitants sont revenus, contempler les lieux où furent leurs maisons ; la plupart se désolent ; on ne voit que des gens en pleurs. Les rues ne présentent plus que des débris fumants, le spectacle est absolument navrant.

La force du feu était effroyable ; pour en



Les hôteliers d'Interlaken, de Thoun, etc., ont envoyé tous les vivres dont ils pouvaient disposer, mais cela ne suffit point; il est des personnes qui n'ont pas mangé depuis vingt-quatre heures.

Berne, 27 octobre.

Le Conseil d'Etat de Berne a délégué M. le conseiller d'Etat de Steiger à Meiringen.

Le Conseil fédéral a accordé la franchise de port. Au reste, les secours ne tarderont pas. La société suisse des hôteliers a voté un don de 500 francs; le Grand Conseil de Neuchâtel un don de 1000 francs; à Berne, un comité de secours s'est constitué; à Bâle, à Zurich, à Genève, des journaux offrent de recueillir des dons.

La lithographie Hofer et Burger à Zurich va publier et vendre au bénéfice des incendiés une photographie des environs de Meiringen.

## NOUVELLES DES CANTONS

**ZURICH.** — Le Chœur d'hommes de Zurich a célébré le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en fonctions de son directeur, M. Attenhofer; il lui a offert à cette occasion une bague avec brillant. — M. Arnold, directeur de musique à Lucerne, a été nommé membre honoraire de la société zurichoise.

**BERNE.** — Les assises du Jura ont condamné à 45 jours de réclusion le sieur Babel, ancien receveur des péages à Grandfontaine, pour détournement de 3,600 fr. — Les valeurs détournées ont été restituées.

**LUCERNE.** — On discute à Lucerne la célébration du centenaire du massacre des gardes suisses aux Tuileries le 10 août 1792.

**APPENZEL (Rh.-Int.).** — Il y a des années que le fohn n'a soufflé aussi fréquemment et avec autant de furie, dans les montagnes appenzeloises, que durant cet automne. Depuis quelques jours, en particulier, il est si violent que les maisons de bois craquent et tremblent comme si elles étaient secouées par un tremblement de terre.

**GENÈVE.** — Le buste de Henri-Frédéric Amiel, exécuté sur l'initiative de la section de littérature de l'Institut et par souscription publique, sera inauguré dans la séance de rentrée des cours universitaires, le mardi 3 novembre, à 2 heures après midi, dans l'Aula de l'Université, avec cet ordre du jour: 1. Discours de M. Auguste Chantre, professeur, recteur de l'Université. 2. Étude de M. J.-J. Goud, professeur, sur Amiel. 3. Remise du buste à l'Etat par M. Emile Reardon, président de la section. 4. Réponse de M. le conseiller d'Etat Eugène Richard. 5. *Rondeaux, tambours!* (paroles et musique d'Amiel) exécuté par les étudiants.

Un banquet commémoratif aura lieu le soir à l'hôtel du Lac.

## CANTON DE VAUD

**Poursuites et faillites.** — Le Conseil d'Etat et le Tribunal cantonal réunis mettent au concours jusqu'au 5 novembre les fonctions de préposé aux faillites dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement (Pays-d'Enhaut), vacantes en suite de non-acceptation.

**Nos impôts.** — La prochaine session du Grand Conseil nous réserve des surprises. Le Conseil d'Etat, estimant sans doute que les impôts vaudois ne sont ni assez lourds, ni assez nombreux, ni assez tracassiers, songe à en créer deux nouveaux: un sur les vélocipèdes et un sur les pianos. Les préfets ont reçu l'ordre de faire une enquête pour établir le nombre approximatif de ces engins dans chacun de leurs districts.

L'impôt sur les vélocipèdes fut déjà proposé, on s'en souvient, par la commission de gestion du Grand Conseil en 1890. Il avait été repoussé à une majorité assez forte, après un double débat et avec l'appui du chef du département des finances. On avait été généralement d'accord pour estimer que cet impôt porterait fort peu de choses et qu'on pouvait très bien se passer de ce nouveau tour de vis. Il paraît qu'on est revenu à d'autres idées.

Quant à l'impôt sur les pianos, après avoir fait, en 1878, la célébrité de M. Cheneaux, député de Gollion, il était tombé dans l'oubli le plus profond et le plus légitime. Il faut, pour qu'on cherche à l'en tirer, que l'Etat soit bien près du « fond de la marmite ».

A quand l'impôt sur les violons, les grosses caisses, les serins en cage et les chapeaux haute forme, à l'instar de M. de Lorgeril?

**Chevaux de régiment.** — Le département militaire fédéral fait savoir que, du 14 novembre au 24 décembre 1891, et du 10 janvier au 20 février 1892, la régie fédérale pourra mettre à la disposition des sociétés d'officiers un certain nombre de chevaux.

Les sociétés qui voudraient profiter de cet offre pour organiser des cours d'équitation, pendant l'hiver, ne doivent pas tarder à en faire la demande.

**ROLLE.** — La vente organisée au Casino au profit de l'infirmerie et de l'école enfantine a produit, tous

frais déduits, 2950 fr., dont 1950 fr. ont été remis à l'infirmerie et 1000 fr. à l'école enfantine.

**COTTERD.** — Les électeurs de la paroisse de Cotterd ont présenté en première ligne comme pasteur M. Delisle, pasteur à Rossinières.

## LAUSANNE

### Conseil communal.

Le conseil communal a liquidé hier une question qui depuis un an était pendante. Il s'agissait de l'acquisition de l'immeuble Dreyfus, ancienne maison Fraisse, situé à l'angle de la rue Madeleine et de la place de la Palud.

Les propriétaires de cette maison se proposaient d'y faire d'importantes réparations et, à ce propos, la municipalité, poursuivant le projet de réajustement de la rue, si étroite à son débouché sur la place de la Palud, avait proposé une convention avec MM. Dreyfus, par laquelle la commune s'engageait à leur payer une somme de 26,000 francs, moyennant que la largeur de la rue pouvait être portée de 3 m. 85 à 5 m. 20.

Le conseil communal renvoyait cette proposition à la municipalité en l'invitant à négocier l'acquisition de l'immeuble, ce qui avait l'avantage de rendre la commune maîtresse de la situation, en lui permettant d'exécuter le réajustement quand le moment opportun lui paraîtrait venu et que les finances communales lui permettraient de supporter cette dépense relativement considérable.

Le revenu locatif de l'immeuble est d'environ 13,000 francs. De l'avis de la municipalité, il eût été chanceux de recourir à une expropriation.

La commune laissera l'immeuble dans l'état actuel et continuera à le louer jusqu'à ce que le projet de réajustement de la rue ait été définitivement arrêté et puisse être repris. A cette occasion, la municipalité a pu être reprise. A cette occasion, la municipalité a pu être reprise.

Le conseil communal ne s'est arrêté à la décision qu'il a prise qu'après une assez longue discussion qui a porté, essentiellement, sur l'urgence du réajustement projeté et sur la possibilité d'y procéder actuellement, étant donnée la situation financière déjà très chargée. Il a été reconnu que la commune ne pouvait ajouter la dépense qui en résulterait qu'en acquérant l'immeuble, vu les projets de restauration des propriétaires actuels qui eussent imposé l'élargissement immédiat. Comme d'ailleurs la maison Dreyfus est très bien située et que son revenu annuel assure la rémunération des capitaux consacrés à l'achat (320,000 francs), le conseil communal a adopté les propositions municipales.

**Tir au revolver.** — La Société de tir au revolver de Lausanne a eu dimanche son tir de clôture au stand de Montbenon. Les tireurs étaient nombreux. Voici les premiers prix de chaque série:

Mouches. 1<sup>er</sup> prix, M. Ch. Weiler, à Lausanne; 2<sup>ème</sup> prix, M. L.-H. Bornand, notaire, à Lausanne; 3<sup>ème</sup> prix, M. John Mermond, géomètre, à l'Isle; 4<sup>ème</sup> prix, M. E. Ruffieux, expéditeur, à Lausanne; 5<sup>ème</sup> prix, M. Jannin, docteur, à Chexbres.

Points. 1<sup>er</sup> prix, M. Jules Vautier fils, fabricant, à Grandson; 2<sup>ème</sup> prix, M. Ed. Bonnard, négociant, à Lausanne; 3<sup>ème</sup> prix, M. Ed. Vautier, négociant, à Grandson; 4<sup>ème</sup> prix, M. Etienne Carrard, notaire, à Morges; 5<sup>ème</sup> prix, M. de Châtraine, banquier, à Lausanne; 6<sup>ème</sup> prix, Dubouix, ingénieur, à Lausanne.

**Emigrants.** — L'agence Ruffieux nous avise que la *Cascogne*, le navire sur lequel se sont embarqués au Havre, le 17 octobre, les émigrants vaudois à destination d'Eddy, est arrivé à New-York hier lundi 26 octobre, à 6 heures du matin. La traversée, contrariée par le mauvais temps, a duré huit jours et 20 heures; à l'ordinaire elle s'effectue en sept jours.

Après un arrêt de deux jours à New-York, les émigrants s'embarqueront sur un navire qui les mènera à Galveston, dans le golfe du Mexique, en longeant les côtes des Etats-Unis et en contournant la Floride. De Galveston le chemin de fer les conduira à Eddy.

D'autres émigrants vaudois partent encore pour le Pecos, jeudi prochain, 5 novembre.

**Théâtre.** — La seconde représentation de drame a été très supérieure à la première. *L'As de trèfle* a eu un grand succès et a mis vivement en relief le talent de M. Descoes.

Jeu, les *Domestiques*, un vaudeville très drôle, et le *Klephie*, une comédie très fine, de M. Abraham Dreyfus. M. Alphonse Scherer joue dans les deux pièces le principal rôle. Il sera bon dans toutes les deux, mais la comédie littéraire convient mieux à son talent que la grosse charge. On aura le plus grand plaisir à le voir dans le *Klephie*, où il est absolument parfait.

M. Scherer nous avise qu'une partie du bénéfice de la représentation sera versée au fonds de secours des incendiés de Meiringen.

## Chronique de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 26 octobre.

Mam'zelle Quinquina. — Nos Intimes au Vaudeville. — Au théâtre libre. — Adolphe Dupuis. — Un procès du sieur Peladan.

Au théâtre, comme autre part, il en faut pour tous les goûts. Certains gens vont au spectacle pour se délasser, s'amuser, rire quelques instants en oubliant les chagrins ou les ennuis de la vie; d'autres y vont pour pleurer et ne rentrent jamais plus satisfaits que lorsqu'ils ont assisté aux émotions poignantes de quelque drame atroce.

C'est à l'ambigu que se donne surtout rendez-vous ce public spécial, beaucoup plus nombreux qu'on ne pourrait le croire. Mam'zelle Quinquina la dernière création du genre, dont nous avons vu vendredi la première représentation, développe en cinq actes et dix tableaux une des histoires les plus lamentables qu'il soit possible d'imaginer. L'héroïne, fille d'un garde-chasse, réunit dans sa triste carrière toutes les hontes et toutes les douleurs: maudite par son père, en proie à la misère la plus noire, veuve avant d'être épouse, séparée de l'enfant qui est sa seule consolation, elle tombe au pouvoir d'un affreux bandit qui n'a cessé de la poursuivre de ses obsessions, faisant le métier de ces filles de brasserie dont le rôle consiste, entre autres, à boire pour faire boire le client, jusqu'au moment où elle tue son amant pour se délivrer de ce martyre et revient mourir elle-même sur le seuil de la petite maison qui a abrité son enfance.

De son vrai nom, elle s'appelle Thérèse, mais dans la brasserie où elle s'est engagée, sa santé délicate l'empêchant de se gorger des liqueurs variées qu'on débite aux consommateurs, elle ne prend que du quinquina. De là son surnom. Cette explication nécessaire, une fois donnée à nos lecteurs, nous pouvons quitter, sans regrets, le drame de M. Oswald. La pièce est bien construite et jouée avec talent. Le rôle principal est tenu par une débutante, Mlle Ramazetta, jeune hongroise qui a appris le français tout exprès pour faire pleurer le public de l'Ambigu. Les larmes ont coulé à flots, c'est ici la marque d'un grand succès.

Au Vaudeville, on a repris *Nos Intimes*, dont l'apparition sur la même scène date d'une trentaine d'années. La comédie de M. Sardou a retrouvé un succès qui peut compenser en partie les déboires de la suspension de *Thermidor*. La troupe du Vaudeville s'est montrée, comme toujours, excellente. M. Diennonné et Mme Hading — le docteur Tholozan et Cécile — se sont partagés les applaudissements à peu près également.

Notons encore une « première » au Théâtre-Libre. M. Tabarant, un révolutionnaire socialiste doublé d'un auteur dramatique, a extrait un drame en cinq actes du *Père Goriot*, et c'est tout naturellement au théâtre de M. Antoine qu'est échue la mission de faire consacrer cette tentative par le public. Réussite médiocre d'ailleurs. L'œuvre puissante de Balzac a paru perdre tout son caractère après les mutilations qu'elle a subies; d'un admirable roman il n'est pas même resté une pièce passable.

A propos de théâtre, mentionnons la mort de l'un des meilleurs comédiens que notre génération ait vus sur les planches, Adolphe Dupuis, que quelques-uns se souviennent d'avoir vu aux Français, et que beaucoup ont encore applaudi au Vaudeville et au Gymnase, après son retour de Russie. Retiré depuis quelques années, M. Dupuis habitait une propriété à Nemours, où il vient de mourir, laissant une fortune assez ronde, qu'il avait amassée à l'étranger plutôt que sur les scènes de Paris.

Les rôles créés par Dupuis sont nombreux. L'un des derniers est le personnage du Nabab, dans la pièce de M. Alphonse Daudet, qui lui a valu un grand succès, grâce en particulier au caractère de bonhomie et de parfait naturel qu'il était le trait marquant de cet excellent artiste. Dupuis avait moins bien réussi à l'Odéon, dans le rôle de Tartuffe. Jusqu'à sa mort, il avait, paraît-il, ressenti très vivement le chagrin de n'avoir pu rentrer à la Comédie-Française, où son talent semblait cependant devoir lui marquer une place.

La théosophie ne bat plus que d'une aile, puisque ses adeptes en sont réduits à vider leurs querelles devant le tribunal correctionnel. Mercredi dernier la neuvième chambre

avait à son audience trois procès en diffamation, intentés par M. Joseph Peladan, le mage, le restaurateur de l'ordre de la Rose-Croix, le « sar », pour lui donner le titre dont il se pare de préférence.

M. Peladan se plaint des critiques d'anciens amis, qui s'occupent maintenant à démolir son prestige, hélas! déjà bien diminué. Il a recours au procédé vulgaire d'une demande de dommages-intérêts, et son avocat, le député boulangiste Le Senne, évalue à la bagatelle de dix mille francs le tort qui lui a été causé par diverses publications récentes.

Le tribunal doit être fort embarrassé. Il a d'ailleurs remis son jugement à huitaine, sans doute pour pouvoir approfondir d'ici là les mystères de la doctrine des mages. Les habitués du Palais s'étaient portés en foule dans la salle de la neuvième chambre. Ils ont eu le désappointement de ne pas voir le « sar » en personne, mais seulement son avocat. Ils ont entendu un avocat russe, M. Ourousov, un prince du barreau de Moscou, venu tout exprès pour plaider dans l'affaire. Ses confrères du barreau de Paris lui ont fait le plus sympathique accueil, et l'alliance franco-russe s'est ainsi manifestée jusque dans le temple de la justice.

## BULLETIN VINICOLE

### Les vendanges à Neuchâtel.

On lit dans la Suisse libérale:

Les vendanges sont terminées dans le vignoble neuchâtelois, et, comme chacun s'y attendait, dureté, elles ont donné un résultat désastreux. Nous ne pensons pas que, depuis les années de misère 1816 et 1817, le produit des vignes ait été réduit chez nous à un pareil minimum.

Il y a eu, comme toujours, de très grandes inégalités; quelques rares vignes sulfatées à temps ont dépassé une gerle par ouvrier, quelques autres l'ont atteinte, tandis que, pour la grande masse, le produit a varié entre 50, 30, 20 ou 10 litres par ouvrier. Il en est même dont les propriétaires ont abandonné la récolte au vigneron, n'estimant pas que les frais de vendange seraient couverts.

Au commencement de septembre, tous les ennemis de la vigne semblaient s'être donné rendez-vous. Gel d'hiver qui a fait périr beaucoup de ceps; gel de printemps qui, dans certains parcs, a détruit les bourgeons; ravines et grêle dans certaines localités; mauvais temps pendant la floraison avec son accompagnement ordinaire, l'invasion du vers de la grappe; enfin le mildew, dont l'apparition a coïncidé avec ce dernier fléau et ne s'est pas contenté d'attaquer les feuilles, mais a certainement produit un effet pernicieux sur la formation du fruit.

C'est sans doute à cette circonstance qu'il faut attribuer l'arrêt constaté dans le développement des grains qui sont restés petits et durs, malgré les six semaines d'un temps exceptionnellement favorable, qui ont précédé la vendange et qui dans une année normale auraient été plus que suffisantes pour regagner le temps perdu.

Quant aux prix, ils ont varié pour le blanc entre 50 et 62 fr., et pour le rouge entre 70 et 81 fr. C'est peu si l'on se place au point de vue des propriétaires dont la plupart seront bien loin de rentrer dans leurs frais de culture. C'est beaucoup si l'on considère la qualité du vin ainsi que le faible rendement en moût d'une vendange contenant une quantité de grappes hors de proportion avec celle des grains de raisin.

Les vignes basses, en général celles situées entre la voie ferrée et le lac, donneront un vin très supérieur à celui des régions plus élevées. Cela tient probablement à la circonstance que la fleur y était en partie passée lors du mauvais temps et de l'apparition du mildew, et qu'ainsi la maturation n'a pas subi dans la même proportion l'arrêt et les lenteurs qui ont été constatés partout ailleurs.

Notons sur tout que le sulfatage fait soigneusement et à temps, c'est-à-dire avant les effeuilles, par quelques trop rares propriétaires, s'est montré un préservatif d'une valeur incontestable. Sans doute il n'a pas empêché les effets de la coulure ni les ravages des vers, mais il les a certainement atténués. Nous ne croyons pas exagérer en estimant à une demi-gerle par ouvrier la quantité de vendange qui aurait été sauvée par un sulfatage fait à temps. Or, sur 30,000 ouvriers, c'est une perte de 15,000 gerles, à 50 fr., soit 750,000 fr., qui aurait pu être évitée avec plus de prévoyance.

Quoiqu'il en soit, un fait est certain, c'est que le vin de Neuchâtel devient de plus en plus un objet de luxe, et que la consommation ordinaire doit se fournir ailleurs. Aussi est-ce par centaines de fûts que les moûts et vins des pays de grande production affluent depuis quelques semaines dans notre canton, sans parler des vins de seconde cuvée dont on remplit des caves. Il arrive même des wagons de raisins foulés qui se pressent dans notre vignoble.

Tout ce que nous souhaitons, c'est que notre population ne se désabîte pas du vin neuchâtelois, au point de continuer à se servir à l'étranger, lorsqu'il sera revenu à un prix abordable.

## DÉPÊCHES

**Neuchâtel, 27 octobre.** — Le Grand Conseil a voté le principe du vote obligatoire, mais sans sanction pénale, par 51 voix contre 43.

**Colre, 27 octobre.** — Le petit village de Sela (Basse-Engadine, près Martinsbruck) a brûlé.

**Stanz, 27 octobre.** — Le gouvernement de Nidwalden a voté 500 francs pour Meiringen.

**Lucerne, 27 octobre.** — Le conseil municipal a voté 500 francs pour Meiringen.

**Buda-Pesth, 27 octobre.** — Une affaire d'honneur entre le comte Szilagy, ministre de la justice, et le député Horanszky, soulevée à la suite de la dernière séance de la Chambre, est terminée. Un procès-verbal a été dressé par les témoins. De puissantes influences ont empêché un duel entre un ministre et un député, afin de ne pas créer de précédent.

**Berlin, 27 octobre.** — L'assassin d'une femme trouvée évanée, conformément aux pratiques de Jack l'Éventreur, a été arrêté. C'est un nommé Nitsch.

**Londres, 27 octobre.** — Les autorités turques ont, par mesure sanitaire, interdit

l'entrée du territoire ottoman aux familles d'émigrants juifs.

**Londres, 27 octobre.** — Le steamer *Boston*, allant de Cardiff à Londres, a eu une collision hier matin avec le *Charlewood*. Ce dernier navire a coulé, 16 hommes de l'équipage, y compris le capitaine, sont noyés.

**Dublin, 27 octobre.** — Une bombe a été lancée dans la soirée devant les bureaux de la *National Press*. Personne n'a été blessé, mais toutes les vitres des bureaux et de la maison en face ont été brisées. L'auteur de l'attentat est inconnu.

**Béziers, 26 octobre.** — Les inondations de l'Aude continuent. Les communications sont interrompues entre Béziers et Narbonne. Un kilomètre de voie ferrée a été emporté près de Coursan. Les victimes sont nombreuses à Carcassonne et aux environs. Les dragons opèrent de nombreux sauvetages. Plusieurs ponts ont été emportés par l'Aude et ses affluents.

**Grenoble, 27 octobre.** — Une catastrophe s'est produite entre les stations de Voiron et de Moirans, dans une pente extrêmement raide. Plusieurs wagons ont été broyés. Des machines de secours sont parties de Grenoble.

Le déraillement près de la gare de Moirans s'est produit au même endroit où en 1889 eut lieu une collision de deux trains. La nouvelle répandue à Grenoble comme une traînée de poudre a produit un émoi profond. D'après les derniers renseignements, il y a 15 morts et 40 blessés.

**Paris, 27 octobre.** — M. Deloncle (gauche) a questionné le ministre des affaires étrangères sur l'affaire de Touat et la question d'Egypte.

En ce qui concerne l'Egypte, le ministre affirme la persistance de la politique que nous n'avons cessé de suivre dans ce pays et dont le dernier terme doit être l'évacuation. C'est en vertu de cette politique que, il y a quelques jours à peine, notre chargé d'affaires au Caire obtenait le succès que l'on sait, en s'opposant à l'application des mesures sanitaires que le gouvernement du khédive voulait exercer à l'égard de nos nationaux.

Le ministre fait allusion aux déclarations récentes des membres les plus importants du parti libéral anglais touchant la nécessité de l'évacuation. L'Angleterre, en effet, comprend que ses intérêts sont d'accord avec ses engagements. Il y a tout lieu de croire que ceux-ci ne seront pas méconnus. Nous ne négligerons rien pour les rappeler.

S'il y avait des doutes sur nos sentiments relativement à ce qu'il y avait lieu de faire après l'évacuation, le gouvernement français déclare que l'Egypte doit être neutralisée. Il est prêt, dès maintenant, à engager des négociations dans ce sens.

A propos du Touat, M. Ribot a rappelé qu'on nomme ainsi un groupe d'oasis situées à l'extrémité sud du département d'Oran, et que celles-ci, depuis quelque temps, servent de refuge à des agitateurs et sont le théâtre de troubles qui ne présentent pas de danger à proprement parler, mais qui, néanmoins, pourraient occasionner des inquiétudes. Le ministre fait prévoir qu'on pourrait être amené à faire la police dans ces régions, car ce n'est qu'une œuvre de police qu'il s'agit d'accomplir.

Le gouvernement français considère que la région du Touat est placée directement dans notre zone d'influence. Il entend seul faire la police dans ces régions et ne permettra pas qu'aucun autre pays y substitue son action à la sienne. Le Maroc a essayé, il y a quelque temps, d'affirmer ses droits sur le Touat, mais nous lui avons fait savoir que nous ne reconnaissons pas ces prétendus droits.

Le ministre rappellera que déjà nous avons à El-Goléh un poste avancé qui nous permet de surveiller la région. Peut-être sera-t-on amené à renforcer ce poste, et alors le gouvernement demandera des crédits spéciaux à la Chambre, et, si la nécessité était reconnue ultérieurement de pousser plus avant et d'aller jusqu'à In-Salah, le ministre ne fera rien sans avoir préalablement obtenu l'adhésion de la Chambre.

Ed. FERR, éditeur.

## Contre la faiblesse, la lassitude et les crampes d'estomac:

Monsieur Golliez, pharmacien, à Morat, voudra bien croire à la profonde reconnaissance de votre fidèle client; je ne supportais le fer en aucune façon, lorsque mon médecin m'a conseillé votre cognac ferrugineux; depuis un mois que j'en fais usage, je ne ressens plus ni lassitude, ni crampes d'estomac, tout en étant beaucoup plus vaillant à l'ouvrage. (Signé) Ad. Fanchère. Vente en gros: Pharmacie Golliez, à Morat; détail dans toutes les pharmacies et bonnes drogueries. Refusez les contrefaçons; exigez la marque des deux palmiers. Dans toutes les pharmacies et drogueries. 2026

The Beraud

## Grand vin mousseux de Neuchâtel

CHAMPAGNE SUISSE  
Swiss Champagne  
Représentant à Ouchy:  
Ch. FERRIN  
Dépôt à Lausanne chez  
MANUEL FRÈRES

Rue de Bourg,  
Représentant  
C. BLANCHARD  
Maison à Londres  
88, Queen Street, City E.C.  
(J. et R. M. Cracker), 169

Propriétaires dans les crûs les plus renommés du vignoble neuchâtelois.

BOUVIER FRÈRES

## Marché de Lausanne du 24 octobre.

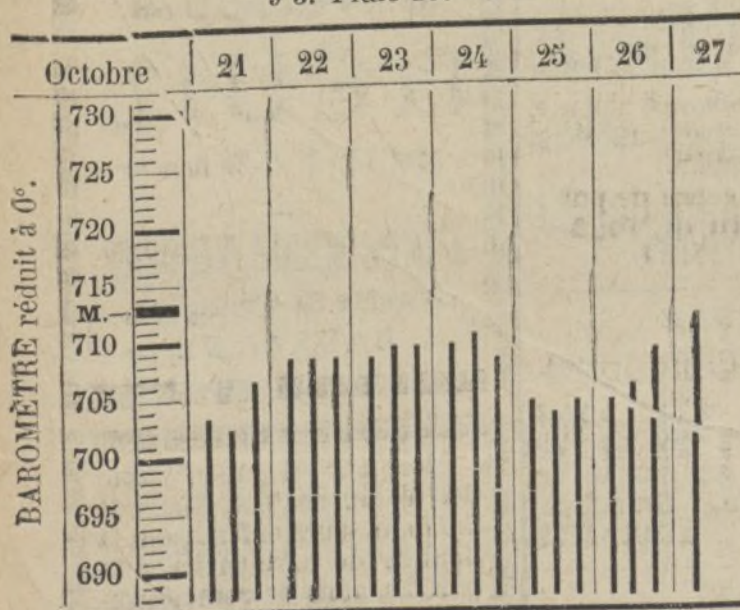
Froment nouv., 218 sacs, de 24.— à 25.— fr. les 100 kg.  
Avoine, 111 sacs, de 17.— à 18.— fr. les 100 kg.  
Pommes de terre, nouv., 212 ch., de 0.80 à 0.90 fr. les 200  
Foin nouv., 33 charrs, de 5.20 à 6.30 fr. les 100 kg.  
Paille, 35 charrs, de 3.70 à 4.— fr. les 100 kg.  
Beurre, de 1.50 à 1.60 fr. le 1/2 kg.  
Œufs, de 1.20 à 1.30 fr. la douzaine.

## Observations météorologiques

DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Chammy-de-l'Air: A 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m.; Long.: 6°38' E.; Lat.: 46°31' N. — Barom.: 713; Therm.: 9°6; Haut. d'eau: 1°03.

Octobre moyenne: Baromètre 713. Thermomètre 9°3. Pluie 109 mm.



Thermomètre	7 h. m.	1 h.	9 h. s.	8.7
Maxim.	10.3	8.9	7.3	7.7
Minim.	13.4	14.9	16.5	12.5
1 h. soir	9.4	8.3	9.3	10.1
4 h. soir	9.4	8.3	9.3	10.1
Maxim.	10.3	8.9	7.3	7.7
Minim.	13.4	14.9	16.5	12.5

Pluie	} En 24 heures	17 mm						
Soleil.		0,45	6,30	8,30	8	0,45	8,45	

Vent	7 h. m.	1 h.	9 h. s.	8.7
Therm.	10.3	8.9	7.3	7.7
SW	13.4	14.9	16.5	12.5
SW	9.4	8.3	9.3	10.1
SW	9.4	8.3	9.3	10.1
SW	10.3	8.9	7.3	7.7
SW	13.4	14.9	16.5	12.5

**Situation générale.**  
Centre de dépression sur golfe de Gascogne. Housse du baromètre au NW. Temps probable: ciel variable, fohn, pluies locales.

## Bourse de Paris du 26 octobre 1891.

Cours de clôture (Terme).

3 % Français...	96 02	Crédit foncier...	1248 75
3 % Français 91.	95 02	Crédit lyonnais...	796 25
4 1/2 % Franç.	406	Panama...	27 50
Consolid. angl.	95 05	Continu...	62
4 % Russe 1889.	95 60	Suez...	2603
3 % Italien...	89 50	Lombards...	218 75
4 % Autriche or.	94 30	Autrichiens...	622 50





# Pastilles Pectorales du Dr Roy

préparées par H. Addor, pharmacien, Vallorbes, Suisse.

Guérison certaine des maladies des voies respiratoires, toux, rhumes, bronchites, etc.

## ESSAYEZ, VOUS JUGEREZ

En vente dans les principales pharmacies, en boîtes de 100 pastilles, 1 fr. 20.



Dr Mermod, Yverdon  
de retour. 5733

Le Dr C. MOREL  
est de retour  
à LEYSIN sur Aigle. 5724

THÉÂTRE DE LAUSANNE  
Direction Alphonse SCHIELER  
Bureau à 7 h. 1/2. Rideau à 8 h.

Carte d'actionnaire n° 5.

Jeu 29 octobre 1891  
L'un des grands succès du  
Théâtre des Variétés:

LES  
DOMESTIQUES

Comédie en 3 actes,  
mêlée de chants,  
par E. Grange et R. Deslandes.

Le spectacle commencera  
par le grand succès actuel de la  
Comédie-Française:

LE KLEPTE  
Comédie en 1 acte  
par Abram Dreyfus.

Dimanche 1<sup>er</sup> novembre  
LA GRANDE MARIÈRE  
Drame en 3 tableaux, de  
Georges Ohnet.

Vient de paraître:  
**ERICA**  
par Edna Lyall.  
Traduit librement de l'anglais.  
par Mme E. C. B.  
1 volume de 416 pages  
Prix: 3 fr. 50.  
Georges Bridel & Cie  
éditeurs, Lausanne.

L'ESTAPETTE  
est en vente  
A LAUSANNE

Kiosque de St-François.  
Kiosque de la Palud.  
Kiosque de la Riponne.  
Bibliothèque de la Gare.  
M. Bassin, mag. de ta-  
bac, Grand-Pont.  
Mme Ammann, mag. li-  
téraire, r. Haldimand.  
M. Krieg, papeter, place  
Pépinet.

A AIGLE  
Librairie Deladoey.

A BEX  
Ch. Buffat fils.

A ECHALLENS  
Librairie F. Despont.

A MORGES  
M. Staub-Kuhn.

A MOUDON  
Librairie Benoit.

A NYON  
M. Goussier, papeter.

A PAYERNE  
F. Gachet-Grivaz.

A VEVEY  
M. Holl-Broyer, rue de  
Lausanne.

MM. Lortscher & fils,  
rue du Lac. 219

Librairie Jacot-Guillarmod.

A YVERDON  
Librairie Grandchamp.  
Le numéro 5 centimes.

Monsieur Schmidt, ancien  
pasteur et professeur, demeurant  
à Lichtenhal, près Baden-  
Baden, pays sain et pittoresque,  
reçoit des jeunes gens désireux  
d'apprendre l'allemand ou de sui-  
vre les cours du gymnase.  
Références: M. le pasteur Hol-  
lard, 58, rue Madame, Paris; MM.  
Fuchs et Dielerlen, manufactu-  
riers, à Rothau (Alsace). 5608

Chateau Renens.  
PENSION-FAMILLE

[5396] à 40 min. de Lausanne et  
20 min. de la station. Personnes  
d'une santé délicate recevraient  
les meilleurs soins. Chambres com-  
fortables. Bains. Bonnes références.

TRAVAUX EN COULEUR  
**SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE & LITHOGRAPHIQUE**  
DE MONTREUX

Bureaux et ateliers à La Rouvenaz, en face du débarcadère.

Cet établissement, créé au commencement de mars de l'année 1889, dispose d'un matériel  
entièrement neuf et très complet, comprenant:

QUATRE PRESSES A IMPRIMER, DERNIER SYSTÈME  
actionnées par un moteur à gaz.

TOUTES LES MACHINES AUXILIAIRES

UN IMMENSE CHOIX DE CARACTÈRES

constamment renouvelés,  
etc., etc.

TÉLÉPHONE

Prix modérés. Exécution soignée.

CHROMOLITHOGRAPHIE

Choix immense d'articles dessinés et brodés.  
Fournitures de broderie. — Encyclopédies des ouvrages de dames.  
Albums de broderie. — Dessins gothiques, russes, italiens. n°339x-5648  
11, CORRATERIE 11 SCHMIDT-DAHMIS & Cie GENEVE

Nous avons l'avantage d'aviser notre clientèle et le public en général qu'ayant  
affirmé depuis le 1<sup>er</sup> octobre prochain toute la publicité du journal le

corriere di NAPOLI  
le plus répandu et le plus lu dans l'Italie méridionale, nous **OUVRONS**  
dès cette date une Succursale

A NAPLES  
VIA SANTA BRIGIDA 39

Nous prions toutes les personnes qui auraient à faire de la publicité à Naples  
ou dans d'autres villes d'Italie et d'autres pays, de nous charger de leurs ordres,  
à l'exécution desquels nous mettrons tous nos soins.

**HAASENSTEIN & VOGLER**  
Premiers des annonces des principaux journaux suisses, italiens, etc.  
NAPLES, MILAN, ROME, TURIN, GÈNES, FLORENCE  
et autres villes du pays et de l'étranger

Place Palud 24 LAUSANNE Place Palud 24  
GENÈVE — Rue des Moulins & Quai de l'île — GENÈVE

**VINS**  
de Bordeaux (A. de Luze & fils), de Bourgogne et du Beaujolais  
(en pièces et 1/2 pièces) prêts pour la bouteille.

**VINS DE TABLE**  
(garantis naturels.)

VIN ROUGE MONTAGNE, de France, à	fr. 50.—
» » » 1 <sup>er</sup> choix, à	» 55.—
» Barletta, Italie, »	» 55.—
» Syracuse, »	» 65.—
» BLANC Etna, »	» 55.—
» Roumanie 1889, »	» 60.—

Vins de La Côte, Lavaux, Villeneuve et Yverne.

ECHANTILLONS SUR DEMANDE

Grand stock de vins fins et liqueurs depuis plusieurs années en bouteilles.

CHEZ 5208

Robert MORELL, rue de Bourg 25, Lausanne.

TÉLÉPHONE

4 NOVEMBRE 4 NOVEMBRE

**VENTE D'ANTIQUITÉS AUX ENCHÈRES**

de la collection d'art et d'antiquités de M. le Dr Fr. Wedekind, au Château de Lenzbourg (Canton d'Argovie, Suisse).

Mardi 4 novembre, le matin à 11 heures, sera mise  
aux enchères publiques, en bloc, contre espèces, au Château de  
Lenzbourg (Canton d'Argovie, Suisse), une des collections  
d'art et d'antiquités les plus riches, composée d'une collection  
de sculptures antiques en ivoire, faïences, casses, etc.,  
d'armes et d'armures antiques, de quelques mille estampes,  
gravures à l'eau forte et d'aquarelles antiques, en  
suite de curiosités indiennes, japonaises, turques et des In-  
diens.

L'exposition des collections pourra être visitée gratuitement de tout  
le monde jusqu'au terme de vente et au jour de vente même. Pour ob-  
tenir des catalogues imprimés, on est prié de s'adresser à  
M. 107482-5742

E. Wedekind, Château de Lenzbourg, Suisse.

UN JEUNE HOMME

[5666] sachant les langues fran-  
çaise, allemande et espagnole (des  
deux premières à fond) qui a tra-  
vaillé dans des premières maisons  
de banque et qui est au courant  
de tous les travaux de bureau,  
cherche place pour le 1<sup>er</sup> no-  
vembre.

S'adresser sous les initiales We  
14793 L, à l'agence de publicité  
Haasenstein & Vogler, Lau-  
sanne.

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

BON GAIN ACCESSOIRE  
pour dames et filles

Fr. Schildknecht-Eisenring  
Aussersihl, Zurich  
a confié à la sousignée la représentation  
pour le canton de Vaud, de la

Machine à tricoter américaine Original "Lamb."

qui se recommande tout spécialement au public. n°3401z

On accepte toujours des apprenties pour un cours de 3 semaines.

Mme KUNZ, tricoterie, 9, route du Tunnel 9,  
LAUSANNE

**VIN DE VIAL**  
Tonique reconstituant  
Le plus énergique que  
doivent employer  
Convalescents, Vieillard  
Femmes et Enfants  
débilés

Viande quina phosphate  
Substances indispensables  
à la formation et au  
développement de la chair  
musculaire  
et du système osseux

Le VIN de VIAL est l'association des médicaments  
les plus actifs pour combattre Anémie, Chlorose,  
Phthisie, Dyspepsie, Age critique, longues Con-  
valescences. En un mot, tout état de langueur et  
d'amaigrissement caractérisé par la perte de l'appétit  
et des forces.  
Lyon — Pharmacie J. Vial, rue de Bourbon, 14, — Lyon

Dépôts: Lausanne, Ph<sup>re</sup> Pischl, Feyler, Grandjean, Cadonau; à  
Vevey, Buhlmann, Germond; à Montreux, Rabin. 246

**MAISONS**  
LES BEAUX TERRAINS DU SERVAN  
AU BORD DE LA ROUTE D'OUCHY

seront prochainement parcellés et traversés de quatre grandes avenues  
plantées d'arbres.

Au gré des amateurs, on construira à prix fixe et à des conditions  
très avantageuses:

Pour placements de fonds, des maisons de rapport à quatre  
étages, dans la partie supérieure des terrains.

Pour pensionnaires, des maisons spécialement distribuées pour  
cette industrie.

Pour une seule demeure, des jolies villas de 7 à 12 pièces et  
plus.

Pour deux familles ou pour les personnes qui désirent alléger  
leur budget par la location d'un étage, des jolies maisons de deux  
appartements.

Jardins. Vue magnifique. Prohibition d'industries bruyantes ou insa-  
lubres, cafés, etc. 2910

Renseignements complets et gratuits auprès de M. Allmand,  
notaire, Bourg 28, et de M. Regamey, architecte, Palud 1, Lausanne.

Vente de maison, à Lausanne.

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame  
Louise Vaudens-Dentan, à Vevey, exposera en vente, aux en-  
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à  
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-  
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.

Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur  
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre  
de commerce les plus grands avantages.

Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-  
rier-Genoud, rue Pépinet 1, Lausanne. 5708

COMPTABLE

5733. Une place est va-  
cante pour un comptable sé-  
rieux, qui voudrait s'intéresser  
dans une industrie du pays avec  
un capital de 50 à 100,000 francs.  
Entrée au plus tôt possible.

S'adresser sous chiffre W 11920  
L, à l'agence de publicité Haas-  
enstein & Vogler, à Lau-  
sanne.

5744. Une institutrice di-  
plômée, pouvant enseigner le fran-  
çais et le piano, désirerait trouver  
une famille ou une pension où  
elle pourrait donner quelques heu-  
res de leçons par semaine.

S'adresser sous chiffre O 1646 L,  
à ORELL FUSSELL, annon-  
ces, Lausanne.

A VENDRE

pour cause de départ,  
un bon piano droit  
presque neuf.

S'adresser au bureau de M. E.  
Ruffieux, expéditeur, 14, place  
St-François, à Lausanne. 5740

BILLARD

[5469] presque neuf à vendre, ser-  
vant aussi comme table à manger.  
S'adr. au Direct<sup>r</sup> de l'Auberge de  
famille, à Vevey.

MOTEUR A GAZ

5675. A vendre un moteur à  
gaz, système Capitaine, de la force  
de quatre chevaux et n'employant  
que 1.7 m<sup>3</sup> de gaz par heure. Dis-  
ponible dès le 1<sup>er</sup> novembre. On  
peut le voir fonctionner chaque  
jour, dès 7 h. du matin à 6 h. du  
soir. S'adr. à l'agence de publicité  
Haasenstein & Vogler, Lau-  
sanne, sous chiffre L 11797 L.

A VENDRE

pour cause de départ  
aux env. immédiats de Lau-  
sanne, bord du lac, jolie vil-  
la particulière, 12 p., jar-  
din ombragé, vue magnifique.  
S'adr. à MM. de la Harpe &  
Chatelain, Lausanne.

A vendre belle villa

[5717] près Genève et gare, vas-  
te maison, dépendances, agrém.,  
rapport, vue splendide, Mont-  
Blanc, beau parc, 5 hec. Occasion  
avantagée. S'adr. à MM. Gam-  
pert, not<sup>rs</sup>, Cité 20, Genève.

A LOUER

[5383] dans un beau quartier de  
Lausanne un bel apparte-  
ment de 6 pièces, au soleil.  
S'adr. au notaire L. Rochat,  
Bourg 28, Lausanne.

A LOUER

[5497] présentement, un bel  
appartement, maison Heer,  
Mornex, premier étage, com-  
posé de 7 pièces, 2 balcons,  
mansarde, chambre à lessive,  
dépendances. Eau et gaz. Jouis-  
sance d'un grand jardin. Vue  
splendide.  
S'adresser chez J. HEER-  
TOBLER, rue St-François 20.

HOTEL

3070. On remettrait vers la fin  
de l'été ou de suite, un hôtel bien  
situé et jouissant d'une très bonne  
clientèle. Revenu assuré. Occasion  
exceptionnelle pour une personne  
connaissant la tenue d'un hôtel  
soigné. Facilités pour le paiement  
du prix de cession. S'adresser à  
M. Allmand, notaire, Lau-  
sanne.

On offre à remettre

[5743] de suite, pour cause de  
séjour, une école particulière  
en pleine prospérité. Prière de  
s'adresser sous H 3870 M, à MM.  
Haasenstein & Vogler, à  
Montreux.

Faire-part  
Cartes de visite  
Enveloppes

DEUIL

sont livrés en 2 heures

PAR

L'IMPRIMERIE VINCENT

Ruelle St-François,  
LAUSANNE

Monsieur Segundo Sabio  
del Valle, pasteur, Madame  
Sabio, et leurs enfants, ont la  
douleur de faire part à leurs  
parents, amis et connais-  
sances de la mort de leur bien  
chère mère, belle-mère et  
grand-mère.

Juana Sabio del Valle  
y Valero

survenue à Madrid le 23 oc-  
tobre, après une longue et  
douloureuse maladie.

Il ne sera pas envoyé de  
faire-part.

5636. A vendre à Clarens,  
Montreux, au centre d'une con-  
trée prospère, une maison ap-  
propriée pour un ferblan-  
tier. Ouvrage assuré. A l'immeu-  
ble est attaché un atelier de blan-  
chissage avec buanderie. Clientèle  
toute faite. Conditions avantage